



CONVENTION D'OBJECTIFS

Entre :

La Ville d'Oullins, ayant son siège à OULLINS - Hôtel de Ville – Place Roger Salengro - identifiée sous le n° SIRET 216 901 496 00010, représentée par Madame Clotilde POUZERGUE, Maire de la Ville, en vertu de la délibération n°2021XX_XX du Conseil Municipal en date du XX 2021.

D'une part, ci-après dénommée « la Ville »

Et,

L'association dénommée « Ludothèque d'Oullins » régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, dont le siège social est situé à OULLINS, 1 rue Charles Fourier.

Représentée par Madame Iris IRIU, agissant en qualité de Présidente,
N° SIRET : 382 432 383 00018

D'autre part, ci-après dénommée « l'association »,

Préambule

La Ville, garante de l'intérêt général et responsable de la conduite des politiques publiques à son niveau, soutient le monde associatif Oullinois qui participe à la qualité de vie et au dynamisme du territoire.

ARTICLE 1 : Objet de la convention

Par la présente convention, l'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser son projet associatif dont le contenu est précisé à l'article 2. A cette fin, elle s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution.

Pour sa part, la Ville s'engage à soutenir financièrement l'association pour lui permettre de conduire au mieux son projet associatif.

ARTICLE 2 : Contenu de l'activité générale

En accord avec son projet, l'association poursuit les objectifs suivants :

1) Promouvoir le Jeu

La Ludothèque d'Oullins est un acteur dans le champ culturel, elle propose un accès aux univers du jeu :

- par le prêt et le conseil au prêt de 5 500 jeux et jouets à destination des familles et des professionnels,
- par «Kzajoux», un espace de jeux variés, intergénérationnel, au sein de la Ludothèque, s'appuyant sur les fondamentaux ludiques : exercice, assemblage, règles et symbolique,
- par la création d'événements jeux oullinois.

2) Rayonner sur la Commune

La Ludothèque d'Oullins est un acteur dans le champ social et familial de la Ville d'Oullins.

Dans le cadre du secteur de la Petite Enfance :

- elle participe aux projets inter-structures et aux actions de soutien à la parentalité,
- elle accompagne les structures Petite Enfance à la mise en œuvre de projets autour du jeu.

Dans le cadre de partenariats avec les structures du territoire :

- elle apporte une expertise de professionnel du jeu.

Sur le quartier de la Saulaie dans le cadre « Politique de la ville » :

- elle favorise le développement de compétences chez les enfants par le jeu,
- elle soutient la parentalité.

ARTICLE 3 : Durée de la convention

La présente convention commencera à compter de sa signature et se terminera au 31 décembre 2021.

ARTICLE 4 : Montant de la subvention et conditions de paiement

Le montant total de la subvention s'élève à la somme de 58 200 euros.

Vu la délibération n°20201217_5 du Conseil municipal en date du 17 décembre 2020 relative à l'autorisation d'engagement des acomptes sur les subventions versés aux associations et organismes avant le vote du budget primitif 2021, l'association a déjà perçu la somme de 17 460 euros qui correspond à 30% du montant de la subvention accordée en 2020.

Par conséquent, la somme résiduelle de 40 740 euros sera créditée au compte de l'association selon les procédures comptables et les modalités suivantes :

- des versements de 1/4, soit 10 185 € mandatés en mai 2021, juin 2021, juillet 2021 et août 2021.

Les versements seront effectués au compte :

ARTICLE 5 : Obligations comptables

L'association s'engage :

- à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général ;
- à fournir le compte de résultat et le bilan des exercices comptables en lien avec la présente convention dans la limite d'**UN MOIS** suivant le vote en assemblée générale.

L'association, qui est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un (ou plusieurs) commissaire(s) aux comptes ou qui fait appel volontairement à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes, s'engage à transmettre à l'administration tout rapport produit par celui-ci ou ceux-ci dans les délais utiles.

ARTICLE 6 : Autres engagements

L'association doit fournir chaque année les rapports moral et financier tels qu'adoptés en assemblée générale.

Elle devra également fournir un bilan des actions menées au cours de l'année permettant d'apprécier la bonne réalisation des objectifs tels que décrits à l'article 2 de la convention.

En cas de retard pris dans l'exécution de la présente convention, l'association doit en informer l'administration.

L'association s'engage également à informer la Ville d'Oullins de tous les changements de conseil d'administration, de titre, d'adresse du siège social et de statuts.

ARTICLE 7 : Reversement

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la Ville d'Oullins des conditions d'exécution de la convention par l'association, la Ville peut suspendre ou diminuer le montant des versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 8 : Contrôle de l'administration

L'association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la Ville de la réalisation des activités, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

ARTICLE 9 : Conditions de renouvellement de la convention

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la réalisation du contrôle prévu à l'article 8.

ARTICLE 10 : Avenant

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant pris par délibération.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet.

ARTICLE 12 : Compétence juridictionnelle

En cas de litiges seul le Tribunal administratif de Lyon sera compétent.

En deux exemplaires,

Signatures par les parties

A Oullins, le

**Pour l'association Ludothèque d'Oullins,
Son représentant dûment habilité à signer, Iris IRIU, Présidente,**

Signature :

A Oullins, le

**Pour la Ville d'Oullins,
Clotilde POUZERGUE,
Maire,
Conseillère métropolitaine,**

Signature :